

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 17/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



Distillerie de SAINT ANDRE DE SANGONIS

54 avenue de Montpellier
34725 Saint-André-de-Sangonis

Référence : 2023-064
Code AIOT : 0006601195

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2023 dans l'établissement Distillerie de SAINT ANDRE DE SANGONIS implanté 54, avenue de Montpellier 34725 Saint-André-de-Sangonis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Distillerie de SAINT ANDRE DE SANGONIS
- 54, avenue de Montpellier 34725 Saint-André-de-Sangonis
- Code AIOT : 0006601195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une distillerie viti-vinicole dotée de bassins d'évaporation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.8	/	Sans objet
2	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.8.1.	/	Sans objet
3	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.8.2.	/	Sans objet
4	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.8.3.	/	Sans objet
5	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.8.4.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.8.5.	/	Sans objet
7	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de l'inspection sur les points de contrôle effectués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le rejet des eaux résiduaires issues de la distillerie et des caves extérieures se fait exclusivement vers le site de « Pechaure » constitué de 13 bassins d'évaporation via la canalisation reliant le bassin de décantation de la distillerie aux bassins d'évaporation de « Pechaure ».</p> <p>Les cuves de reprise des eaux résiduaires collectées doivent avoir une capacité de rétention suffisante et être équipées de pompes de relevage suffisamment dimensionnées, pour permettre d'évacuer la totalité des eaux pluviales souillées reçues lors de précipitations importantes, vers la station d'épuration.</p> <p>Constats : Les cuves de reprise des eaux résiduaires collectées ont une capacité de rétention suffisante et sont équipées de pompes de relevage suffisamment dimensionnées, pour permettre d'évacuer la totalité des eaux pluviales souillées reçues lors de précipitations importantes, vers la station d'épuration.</p> <p>Le rejet ne se fait plus actuellement via la canalisation reliant le bassin de décantation de la distillerie aux 13 bassins d'évaporation de « Pechaure », mais par des dépotages de camions citernes.</p> <p>En effet depuis la mise en veille de la colonne à distiller les rejets sont actuellement constitués d'eaux pluviales et d'eaux souillées de ruissellement des aires lors du traitement des marcs. Les volumes étant plus faibles qu'auparavant l'utilisation de la canalisation entre la distillerie et les bassins a été mise en veille.</p> <p>En cas de remise en service de cette canalisation, l'exploitant veillera à vérifier son état : contrôle d'absence de fuite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.8.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des effluents extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents provenant d'entreprises extérieures destinées à être traités dans l'établissement ne peuvent être admis que dans la mesure où ils ont clairement identifiés de façon à pouvoir connaître son producteur où son collecteur. Seuls sont admis les effluents d'origine vinicole, agricole ou végétale dans les ouvrages de traitement.</p> <p>Avant d'admettre un effluent dans la station d'épuration constituée des bassins d'évaporation, l'exploitant doit s'assurer de sa capacité à traiter l'effluent dans les conditions fixées par le présent arrêté et de la compatibilité de la qualité de l'effluent avec les ouvrages de traitement. Il doit être en mesure de justifier de cette vérification préalable auprès de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le volume maximal d'effluents provenant d'entreprises extérieures est limité à 2500 m3.</p> <p>Une convention relative aux conditions d'admission des effluents doit être établie au préalable entre l'exploitant et le producteur de l'effluent, sur la base d'une information préalable sur le volume et le type d'effluent à traiter. Celle-ci précise : <ul style="list-style-type: none"> • L'identité et l'adresse du producteur ; • L'origine et la composition de l'effluent (ou résultat d'analyse représentatif de l'effluent) ; • Les quantités prévisionnelles d'apport par campagne. L'exploitant peut solliciter des analyses ou informations complémentaires sur l'effluent ou refuser de traiter l'effluent.</p>
<p>Constats : Les effluents provenant des caves coopératives sont clairement identifiés via une convention les liant à la distillerie, qui mentionne les conditions d'admission. L'exploitant s'assure de la capacité à accepter les effluents avant l'admission. Le volume maximal d'effluents provenant d'entreprises extérieures est comptabilisé pour permettre de justifier le non dépassement de la limite fixée à 2500 m3. Le fichier 2022 présente un volume total de 1836 m3 en provenance des caves.</p> <p>Comme évoqué avec l'exploitant le volume fixé à 2500 m3 peut être modifié par APC sous couvert d'un porter à connaissance de modification non substantielle en justifiant que la part dévolue de la production issue de la distillerie n'est plus. Cependant, et vu l'arrêté complémentaire du site de 2018, la mise en veille de la colonne à distiller de 35 hl sur site n'a pas été considérée comme une mise à l'arrêt définitif. Aussi, l'exploitant devra s'assurer s'il souhaite rehausser les volumes en provenance des caves de conserver une marge en cas de remise en service de la colonne à distiller.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.8.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Transfert des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de garantir en toutes circonstances le transport des effluents vers la station d' épuration, l'exploitant doit notamment mettre en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des pompes de relevage suffisamment dimensionnées pour permettre d'évacuer la totalité des eaux pluviales souillées reçues lors de précipitations importantes vers le réservoir de décantation des eaux résiduaires ; • un système de surveillance du bon fonctionnement des pompes de relevage ; • une pompe de secours asservie à un dispositif de détection d'un dysfonctionnement de la pompe ou à un système d'alarme de niveau haut dans les cuves de reprise ; • un système d'alarme et de commande automatique des pompes de relevage reliés à une détection de niveau dans les cuves de reprise et dans le bassin général de collecte des eaux résiduaires situé en point bas du site ; • des pompes de secours mobiles, en nombre suffisant. <p>Constats : Le site dispose des pompes de relevage suffisamment dimensionnées, d'un système de surveillance du bon fonctionnement des pompes de relevage, d'une pompe de secours asservie à un dispositif de détection d'un dysfonctionnement de la pompe ou à un système d'alarme de niveau haut dans les cuves de reprise, d'un système d'alarme et de commande automatique des pompes de relevage reliés à une détection de niveau dans les cuves de reprise et dans le bassin général de collecte des eaux résiduaires situé en point bas du site et de pompes de secours mobiles, en nombre suffisant.</p> <p>L'on note que ces installations servent également outre la gestion des niveaux, pour le remplissage des camions citernes pour le transfert aux bassins tout comme du temps de l'utilisation de la canalisation de transfert.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.8.3.
Thème(s) : Risques chroniques, bassins d'évaporation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les bassins d'évaporation doivent être étanches afin de prévenir tout risque de pollution des eaux souterraines. L'exploitant doit se conformer aux prescriptions formulées dans les études hydrogéologiques préalables.</p> <p>Les digues doivent être réalisées en matériaux étanches (argile compactée) sur une hauteur minimale de 1,30 mètre. Des chemins sont aménagés autour des bassins d'évaporation de manière à être aisément accessibles par camion-citerne et permettre des interventions en toute sécurité. Les bassins et leurs abords doivent être correctement entretenus et nettoyés autant qu'il est nécessaire. Une rampe d'accès sera installée afin de permettre l'accessibilité aux véhicules de nettoyage.</p> <p>Chaque bassin d'évaporation est équipée d'au moins une échelle limnimétrique, permettant une lecture aisée du niveau des effluents, avec marquage de la hauteur maximale à ne pas dépasser.</p> <p>Constats : Visuellement les bassins d'évaporation semblent en bon état d'étanchéité.</p> <p>Les digues sont en matériaux étanches (argile compactée) sur une hauteur minimale de 1,30 mètre. Les chemins sont correctement aménagés et entretenus autour des bassins d'évaporation de manière à être aisément accessibles par camion-citerne et permettre des interventions en toute sécurité. Une rampe d'accès est installée afin de permettre l'accessibilité aux véhicules de nettoyage.</p> <p>Chaque bassin d'évaporation est équipée d'au moins une échelle limnimétrique, permettant une lecture aisée du niveau des effluents, avec marquage de la hauteur maximale à ne pas dépasser.</p> <p>Cependant, une attention particulière doit être donnée par l'exploitant car :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les digues semblent s'éroder avec le temps et la hauteur d'1,30 mètre en certains endroits est contestable, - les échelles limnimétriques pourraient être positionnées du côté de l'entrée des bassins et non à leurs extrémités. <p>L'exploitant envisage à court terme de revoir l'anti-batillage d'un ou plusieurs bassins en fonction des besoins (effluents de volume très limité depuis la mise en veille de la colonne à distiller).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.8.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Volumes de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de bassins d'évaporation d'une capacité suffisante pour stocker en toute sécurité la totalité des effluents produits et admis sur le site pendant la campagne de distillation, y compris les eaux pluviales. Le volume maximal admissible d'effluents dans l'ensemble des bassins est de 26000 m3 par campagne de distillation. Le volume maximal admissible d'effluents dans chaque bassin est fixé comme suit : <ul style="list-style-type: none">• bassin n° 1 : 0 m3 (stockage des boues curées),• bassins n° 2 : 2300 m3, n° 3 : 2400 m3, n° 4 : 1900 m3, n° 5 : 1700 m3, n° 6 : 600 m3, n° 7 : 1500 m3, n° 8 : 600 m3, n° 9 : 800 m3, n° 10 : 2100 m3, n° 11 : 500 m3, n° 12 : 300 m3, n° 13 : 3300 m3, n° 14 : 8000 m3. La hauteur maximale des effluents avant réception des eaux pluviales ne devra en aucun cas dépasser 50 centimètres dans chaque bassin d'évaporation. L'exploitant doit prendre par anticipation des mesures permettant d'éviter un niveau trop haut dans les bassins. Ces mesures sont le cas échéant, la redistribution des effluents vers d'autres bassins, le stockage dans des réservoirs tampon ou la mise en œuvre d'un épandage des effluents conformément au plan d'épandage prévisionnel établi. Le stockage des effluents dans les bassins doit être réalisé de façon à ce qu'ils ne puissent déborder en aucun cas, y compris lors d'épisodes météoriques importants. A cet égard, leur remplissage doit tenir compte d'une marge de sécurité d'au moins 30 centimètres.
Constats : Le volume maximal admissible des bassins par campagne est correctement évalué. Aucun débordement n'a été déploré depuis leur mise en service. La marge de sécurité de 30 cm est respectée. L'exploitant a la possibilité de redistribué les effluents de bassin en bassin par gravité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.8.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de la station d'épuration et de sa fiabilité sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit établir la comptabilité des effluents entrants dans les bassins d'évaporation. A cet effet, il doit être mis en place un compteur volumétrique sur la canalisation d'amenée des effluents dans les bassins et un comptage du volume des effluents d'apport extérieur.</p> <p>L'exploitant doit assurer un enregistrement des données et effectuer des analyses, selon les périodicités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • suivi hebdomadaire du relevé du volume des effluents acheminés vers les bassins d'évaporation (y compris les apports d'effluents extérieurs) ; • suivi hebdomadaire du volume d'effluents affecté à chaque bassin ; • suivi hebdomadaire de la hauteur des effluents dans chaque bassin ; • suivi mensuel du pH et de la DCO. <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, trimestriellement jusqu'à la fin de la campagne de distillation, un état récapitulatif de la comptabilité des effluents permettant de vérifier la bonne gestion du traitement de ces derniers et indiquant le volume maximal d'effluents traités en tenant compte de la pluviométrie.</p> <p>Une réduction de la périodicité des analyses de la DCO des effluents des bassins d'évaporation pourra être demandée par le service inspection des installations classées dans le cas où des nuisances olfactives seraient constatées au niveau des bassins d'évaporation.</p> <p>Constats : Vu le fichier de comptabilisation des effluents, des relevés des volumes et hauteurs de chaque bassin.</p> <p>L'exploitant réalise un suivi du pH et de la DCO par envoi des échantillons à son propre laboratoire d'Olonzac. Il est toléré au vu des faibles volumes depuis la mise en veille de la colonne à distiller que les analyses soient trimestrielles et non mensuelles.</p> <p>En cas de remise en service ou de plainte pour nuisance olfactive la fréquence des analyses sera recalée de fait en mensuelle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2009, article 3.10
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle de la qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines sont implantés sur la base des résultats d'une étude hydrogéologique. Au moins deux piézomètres sont implantés, dont l'un en aval de l'écoulement de la nappe phréatique. Un prélèvement et des analyses sont réalisées tous les ans, en milieu de campagne, afin de vérifier la qualité des eaux souterraines. Les résultats des analyses doivent comporter les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• le niveau de l'aquifère rattachée au nivellement NGF ;• pH, DCO, conductivité et la recherche de toute substance polluante dont la présence est à craindre.
Constats : Vu les archives du site et les campagnes antérieures, vu le devis du 14/03/2023 de remise en route des campagnes de contrôle des eaux souterraines en amont et aval hydraulique, il est rappelé à l'exploitant que ces campagnes annuelles ne doivent pas être omises afin d'assurer la meilleure traçabilité de l'évolution des paramètres analysés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet